

services de voyage) a plus que compensé l'augmentation de 368 millions de dollars du déficit enregistré dans les revenus de placements.

Le Japon

Le déficit du compte courant avec le Japon a augmenté de 1,4 milliard de dollars, à 4,9 milliards de dollars, en 2002. Toutes les grandes composantes et la plupart des sous-composantes ont vu leur solde se détériorer pour l'année. Le déficit du compte des échanges de biens a dépassé 2,0 milliards de dollars l'an dernier, ce qui représente une détérioration de 925 millions de dollars par rapport à l'année précédente, alors que l'augmentation de 226 millions de dollars des exportations de biens au Japon a été largement dépassée par la hausse de 1,2 milliard de dollars des importations provenant de ce pays.

Le déficit du compte des services a augmenté de 40 millions de dollars, alors que la détérioration des soldes des échanges de services de voyage et de transport a été supérieure à la baisse de 100 millions de dollars du déficit du compte des services commerciaux et des autres services. Le déficit du compte des revenus de placements a augmenté de 238 millions de dollars sur l'année : les entrées bilatérales de bénéfices sur les investissements directs ont diminué, alors que les sorties ont augmenté et que le déficit du compte des revenus sur les investissements directs avec le Japon s'est creusé de 498 millions de dollars. Le déficit du compte des revenus sur les investissements de portefeuille a fléchi de 160 millions de dollars l'an dernier, essentiellement en raison de la baisse des paiements d'intérêts et de dividendes à des investisseurs japonais.

Autres pays de l'OCDE et tous les autres pays

Le déficit bilatéral du compte courant entre le Canada et les autres pays de l'OCDE et entre le Canada et tous les autres pays a augmenté l'an dernier de 0,5 milliard de dollars et de 1,6 milliard de dollars, respectivement, pour s'établir à 8,5 milliards de dollars et à 11,0 milliards de dollars. Dans les deux cas, la détérioration du déficit des échanges de biens (753 millions de dollars et 3,4 milliards de dollars, respectivement) et du déficit du compte des services (35 millions de dollars et 451 millions de dollars, respectivement) n'a été que partiellement compensée par les gains observés dans les excédents du compte des revenus de placements (264 millions de dollars et 2,4 milliards de dollars, respectivement).

Depuis le milieu des années 70, le Canada a systématiquement affiché un déficit du compte courant, coïncidant avec l'augmentation de la dette gouvernementale. Simultanément, la part de l'épargne privée dans le PIB canadien a poursuivi une tendance à la baisse, tombant à 17,0 p. 100 en 1998 après avoir touché un sommet de 24,3 p. 100 en 1985 (tableau 3-1). En conséquence, le Canada a dû généralement compter sur des emprunts nets à l'étranger pour financer son investissement intérieur ces 30 dernières années. Depuis le milieu des années 90, le Canada a fait des efforts concertés pour réduire les déficits dans le secteur public et, au cours des six dernières années, le budget fédéral a été excédentaire. Ainsi, le Canada est le pays du G7 qui a réussi à abaisser le plus rapidement le fardeau de sa dette depuis le milieu des années 90 : entre 1995 et 2002, le ratio de la dette nette au PIB a été abaissé de

Tableau 3-1: Épargne et investissement intérieurs en pourcentage du PIB, 1981-2002

	Privé		Excédent de l'épargne sur l'investissement	Public	
	Épargne	Investissement		Excédent budgétaire (+) Déficit budgétaire (-)	Balance du compte courant
1981-1985	23,4	18,0	5,5	-5,1	-1,2
1986-1990	21,1	19,3	1,8	-4,0	-3,3
1991-1995	19,9	15,6	4,2	-6,7	-2,8
1996	19,1	15,7	3,4	-2,5	0,5
1997	17,4	18,5	-1,0	0,2	-1,3
1998	17,0	18,2	-1,2	0,0	-1,2
1999	17,3	18,1	-0,8	1,7	0,2
2000	18,8	18,2	0,6	3,3	2,6
2001	18,5	16,8	1,7	2,0	2,8
2002	18,5	17,5	1,0	1,6	1,5

Source: Statistique Canada, Comptes nationaux des revenus et dépenses, no 13 -001 -PPB, 4e trimestre de 2002.

Note: En raison de la divergence statistique qui existe dans les comptes nationaux, la somme des parts de l'excédent de l'épargne privée sur l'investissement et de l'excédent ou du déficit budgétaire par rapport au PIB ne correspond pas nécessairement au pourcentage du déficit du compte courant par rapport au PIB.